



JAB CH-1950 Sion 1

LAPOSTE

Le coin lecture :
Là où hurlent
les suppliciés

5

La Jeune Garde :
Ecosocialisme
ou barbarie

11

La paix assassinée

A l'heure où j'écris ces lignes, on ne connaît pas encore les résultats sortis des urnes pour le Conseil national.

La presse dominicale de ce jour relate l'actualité, il faut bien l'admettre, elle est désespérante, d'une tristesse innommable. Il y a deux semaines, une horde de terroristes sanguinaires entrait sur le territoire d'Israël pour y massacrer des milliers de civils. Nul besoin de réécrire ni le parcours, ni le but des assassins, tant il est inhumain et inexcusable.

En représailles, l'armée israélienne a déversé des millions d'explosifs sur la bande de Gaza. Le Mossad tout puissant est semble-t-il incapable de dénicher les terroristes, il faut tirer dans le tas.

A ce jour, plus de 1400 morts, 3500 blessés et 199 otages en Israël, 2700 morts et 9700 blessés à Gaza.

La haine, la terreur, des roquettes, des décapitations, des tonnes d'explosifs.

Suite en page 2

Edito



Suite de l'édito

Suis-je donc si naïve de croire que l'on aurait pu régler ce conflit autrement? Qu'il aurait dû être possible de réunir autour d'une même table les dirigeants de cette région pour trouver une issue pacifique à ce conflit qui dure depuis bien trop longtemps?

Suis-je aujourd'hui dans l'obligation de «choisir un camp»? Israël contre Palestine? La colonisation illégale des terres palestiniennes par les colons contre les roquettes criminelles du Hamas tirées depuis Gaza?

Mécréante je suis et je resterai, au regard de ce que les aveuglements religieux ont produit dans cette région aussi. Les terroristes islamistes et les fondamentalistes juifs ne pourront jamais cacher le sang qui macule leurs mains. Les chefs d'un côté et de l'autre de la frontière auront beau jouer

les Ponce Pilate, il restera gravé dans l'histoire leur culpabilité à jamais. Quand le premier ministre israélien ordonne aux civils de s'exiler vers le sud sans la moindre porte de sortie, et que le chef du Hamas ordonne à ces mêmes civils de rester sous le feu des bombes, il n'est tout simplement pas possible de défendre un camp plutôt qu'un autre.

Je me souviens d'une carte postale reçue d'un cousin en prison il y a 40 ans, pour refus d'accomplir son service militaire. Il avait dessiné la colombe de la paix...

A quelle objection de conscience faut-il se référer aujourd'hui pour espérer enfin la paix dans cette partie du monde?

Barbara Lanthemann,
rédactrice en cheffe

Edito

Une bouteille à la mer

Il m'arrive assez souvent de me promener sur les sentiers qui longent les vignes. Le paysage ondulé est apaisant, en toute saison. On peut ainsi observer semaine après semaine les premiers bourgeons qui émergent, la croissance du feuillage, les différents travaux qui donneront le beau raisin doré et sucré.

En début d'année, les ouvrières et ouvriers taillent le cep. Avec précision, avec soin.

C'est alors qu'apparaissent entre les lignes les premiers indésirables. Non pas les mauvaises herbes, non pas les nuisibles rongeurs. Il s'agit

de bouteilles en pét, de cannettes en alu et autres déchets laissés ça et là sur le sol.

Mue par la curiosité et l'expérience à tenter, j'ai systématiquement, tout au long des saisons, planté les objets du délit sur les piquets de vigne. La décoration est surprenante, à tel point qu'elle aurait dû susciter une désapprobation immédiate. Orange, bleu, vert, rouge, tout y passe. Comme un juron en plein concert, une tache sur un tapis de soie. Quelque chose qui fait mal à voir, qui dérange, qui enlaidit le si beau tableau. A la prochaine visite, c'est ce que je pensais, on aurait tout enlevé tellement c'est hideux!

Que nenni. Les objets sont toujours là. Même après les vendanges. De plus en plus moches, mais toujours en exposition!

Soit, le vignoble valaisan nous promet un nectar de qualité, traité avec des produits moins nocifs pour la santé et l'environnement, parfois bio. Comme argument de vente, ce n'est pas négligeable.

Mais ne pourrait-on pas attendre des vigneronnes et des vignerons qu'ils reprennent, ou fassent reprendre à celles et ceux qui travaillent dans les vignes, les bouteilles et autres déchets plutôt que de considérer la nature comme une poubelle? Même le vin en serait plus appréciable!



Carte blanche

Nous avons pris parti pour une Suisse solidaire. Merci, dans tous les cas!

Je ne vous cache pas que la rédaction de cet article a quelque chose d'étrange. Car elle a lieu avant les élections fédérales, tout en sachant que ce numéro vous parviendra une fois celles-ci terminées. L'occasion, peut-être, de tirer un bilan avant le verdict.

Depuis plus d'une année, nous travaillons sur ces élections fédérales. Les premières réunions ont eu lieu en juin 2022, la stratégie a été adoptée lors du Congrès d'octobre 2022. S'en sont suivis les mois passés à former la liste, les listes, avant de désigner nos candidates et candidats lors du Congrès d'avril 2023. Ce Congrès fut l'occasion également d'adopter notre programme, fort de plus de 90 propositions politiques concrètes, que nous avons pu mettre en avant lors des mois qui ont suivi, à travers des dizaines d'actions de mobilisation et de présence sur le terrain.

À l'heure où ces lignes sont écrites, je suis fier du travail accompli par le parti. Par l'engagement de toutes et tous, nous avons fait front commun pour renforcer le pouvoir d'achat, avancer enfin en matière d'égalité et protéger le climat. Nous avons créé une vraie occasion, pour le Parti socialiste, de reconquérir un second siège.

Certes, selon les derniers sondages, la gauche dans son ensemble risque de régresser. Et l'avancée de l'UDC, et avec elle de l'extrême droite, n'a pas de quoi nous réjouir, bien au contraire. Il y a fort à parier que la prochaine législature soit aussi difficile.

Par l'engagement de toutes et tous, nous avons fait front commun pour renforcer le pouvoir d'achat, avancer enfin en matière d'égalité et protéger le climat.

Je tiens à vous remercier, Emmanuel, Sarah, Florian, Paola, Yannick, Émilie, Christian et Aferdita, pour avoir porté nos valeurs en première ligne dans la campagne. Votre travail a été immense, des distributions de tracts aux aurores jusqu'aux préparations de débats tard le soir en passant par la présences aux très nombreux événements et manifestations du canton, et le parti vous doit tant. Nous pouvons nous réjouir de compter dans nos rangs des personnalités aussi engagées et compétentes que vous.

Merci également à vous, Donika, Bérénice, Martine, Hanny, Soussan, Ursula, Stéphane, Mama Jacky, Fouad, Madeleine, Maurice, Justine,

Magali, Émile, Ludovic, Aline, Clémence, Malo, Eliot, Margarida, Alicia, Benoît, Thomas, Mathilde, Kristina, Alexandre et Simon. Votre candidature sur les listes des Femmes socialistes du Valais romand et du PS60+ du Valais romand et des Jeunes socialistes du Valais romand a montré la diversité de notre parti ainsi que la multiplicité de nos engagements, et contribué de manière certaine à notre résultat.



Merci à Cécile et Coralie pour leur immense travail tout au long de la campagne.

Merci aussi au Comité de campagne pour son travail, et à vous toutes et tous, chères et chers camarades. Nous avons coutume de dire qu'au PS, nous n'avons pas les millions, mais nous avons les gens. Cette formule s'est vérifiée dans cette campagne. Le PSVR a été présent comme aucun autre parti dans tout le canton, et c'est grâce à votre engagement commun.

J'espère que lorsque vous tiendrez ce journal dans vos mains, les prédictions des sondages se seront confirmées. Mais au-delà de cette échéance électorale, notre succès sur le long terme dépend de notre engagement constant, que nous rencontrons ou non des succès ponctuels. Réforme des retraites, nouvelle Constitution, salaire minimum, élections communales... les luttes ne manqueront pas. Et nous les mènerons, pour un Valais et une Suisse plus solidaires. Vive le Parti socialiste !

Clément Borgeaud,
président du PSVR



Les intérêts environnementaux passent toujours en dernier

La présidente de Pro Natura et conseillère nationale PS Ursula Schneider Schüttel passe en revue la dernière législature. Bilan : il faut davantage de politiciennes et de politiciens qui s'engagent pour l'environnement au Parlement fédéral.

Magazine Pro Natura : les questions environnementales sont souvent laissées pour compte au sein du Parlement.

Ursula Schneider Schüttel : oui, et c'est le bilan négatif de cette législature : la pression sur la nature est devenue très forte, notamment avec la volonté actuelle de développer intensément les énergies renouvelables.

Il faut donc faire contrepoids ?

Absolument. Si nous n'étions pas là pour tirer la sonnette d'alarme, le sujet serait tout simplement mis de côté. C'est un combat permanent pour éviter le pire.

Alors où réside le problème ?

Promouvoir des installations dans les vallées alpines les plus reculées a un impact très négatif sur la nature et le paysage. Nous ne pouvons pas construire d'énormes installations à Gondo ou à Grengiols sans savoir si d'autres endroits plus favorables existent, notamment là où une construction pourrait être plus rapide et facile, soit plus proche de l'endroit où l'électricité est nécessaire.

Vous pensez à l'infrastructure existante ?

Il suffit de traverser le Plateau en train pour voir tous les bâtiments sur lesquels on pourrait construire des installations solaires sans trop de difficultés. Bien sûr, l'argument selon lequel nous avons surtout besoin d'électricité en hiver alors que le Plateau se trouve sous le brouillard vient immédiatement à l'esprit. Mais pourquoi ne pas placer ces installations au moins dans des zones touristiques déjà construites ? Je pense que nous devons assumer le fait que notre forte consommation d'électricité a un prix et le rendre visible.

Quel bilan tirez-vous de la « table ronde sur l'énergie hydraulique » ?

Ce qui est positif, c'est que nous y avons participé en tant que principale organisation de protection de la nature en Suisse et qu'une sensibilisation des fournisseurs d'énergie a eu lieu. En outre, l'accord obtenu nous a permis d'aboutir à une solution plus ou moins acceptable pour la nature, par exemple au travers des mesures de compensation prévues. Avec notamment l'obligation de réexaminer les projets listés sous l'angle écologique. Il est important de bien évaluer quelles interventions sont admissibles pour satisfaire notre – trop – grande consommation d'énergie.

Dans la politique agricole aussi, les questions environnementales ont souvent de la peine à s'imposer. Qu'est-ce qui s'est bien ou mal passé ?

Ce sont les points négatifs qui me viennent en premier à l'esprit. Sans doute parce qu'ils vont encore nous demander du travail. C'est toujours la même chose : quand nous effectuons une petite avancée, nous nous heurtons à une forte opposition. Un exemple : à peine décide-t-on qu'au moins 3,5 % de surfaces de promotion de la biodi-



© STEMUTZ.com

Dans son bilan de législature, l'Alliance-Environnement vous attribue la mention « 100 % respectueux de l'environnement ». Quelle note de 0 à 10 entre « hostile à la nature » et « respectueux de la nature » donnez-vous au Parlement ?

Mmh. (Elle réfléchit). Il est assez peu respectueux de l'environnement. Si 0 correspond au moins respectueux, je donne un 3 ou un 4. Plutôt un 3. Les intérêts environnementaux passent toujours en dernier.

Vous avez évoqué la politique énergétique. Elle a été très présente lors de la dernière législature, avec les offensives en faveur du solaire et de l'énergie éolienne. Il est positif qu'on aille de l'avant avec les énergies renouvelables.

Tout à fait. Nous avons enfin réussi à repenser notre approvisionnement énergétique de manière à limiter les énergies fossiles et le CO₂.

versité doivent être installées en grandes cultures que l'agriculture se plaint d'en faire déjà assez. Cette résistance est toujours là.

Êtes-vous parfois désespérée ?

Ça m'arrive. Je me dis alors qu'il y a beaucoup d'agricultrices et d'agriculteurs qui pensent et travaillent différemment. Celles et ceux qui cultivent selon les principes de l'agriculture biologique et qui se donnent tant de mal pour protéger la nature. Il faut distinguer les milieux politiques agricoles et les agriculteurs qui travaillent sur le terrain.

Promouvoir des installations dans les vallées alpines les plus reculées a un impact très négatif sur la nature et le paysage.

Les deux initiatives que Pro Natura a contribué à lancer – l'Initiative paysage et l'Initiative biodiversité – sont à l'agenda politique à la fin de la législature actuelle. En quoi sont-elles si importantes ?

Il y a un immense besoin d'agir en matière de biodiversité par exemple. Nous ne nous sommes pas assez préoccupés de cette crise et nombreux sont

celles et ceux qui n'ont toujours pas conscience de l'urgence de la situation. Ils ne réalisent pas que la biodiversité est la base de notre existence. L'initiative nous donne l'opportunité de modifier la base légale par le biais d'un contre-projet indirect et ainsi de pouvoir promouvoir la biodiversité.

Et l'Initiative paysage ?

La deuxième étape de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire est actuellement considérée comme un contre-projet indirect. Ce n'est pas une mauvaise chose, surtout si nous pouvons maintenir l'objectif de stabilisation. Le problème, c'est qu'il y a déjà tellement de dérogations et qu'il y en a toujours plus. Il manque une prise de conscience de l'importance de préserver les zones non constructibles.

Il y a beaucoup à faire en matière de politique environnementale. A quoi vous attèlez-vous en premier au cours de la nouvelle législature ?

Je vais garder la même ligne. La nature est ma priorité.

Bettina Epper

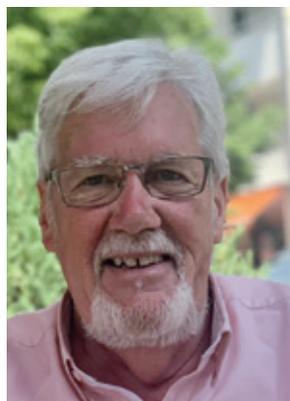
Cet article est paru dans le Pro Natura Magazine. www.pronatura.ch/fr/magazine

Là où hurlent les suppliciés Philippe Frossard

Né en 1948 à Porrentruy, Philippe Frossard vit en Valais depuis 1972.

Celui qui se définit comme citoyen du monde est aujourd'hui un retraité actif. Après une licence en psychologie de l'éducation et expérimentale / épistémologie, il fut d'abord collaborateur du conseiller pédagogique du chef de département de l'instruction publique, puis conseiller en orientation professionnelle durant vingt-deux ans et animateur en réintégration professionnelle les six années suivantes, avant de mettre en place et diriger les offices régionaux de placement (ORP) durant presque quatorze ans.

Une fois à la retraite, le camarade bien connu au sein du Parti socialiste du Valais romand a parti-



cipé activement à la rédaction de la revue Panorama, spécialisée dans les domaines de l'orientation, de la formation professionnelle et du marché du travail.

Aujourd'hui, Philippe Frossard est membre du bureau des tables du Rhône, et participe au groupe « insertion » de la FIPED (Fabrique internationale des pratiques entrepreneuriales durables).

La motivation de rédiger un ouvrage consacré aux victimes de l'oppression et de la torture remonte à son enfance. Confronté dès les années cinquante aux récits d'exemples concrets d'ignominie dans le monde entier, heurté par les souffrances subies

par tant d'oppressés, c'est un témoignage bouleversant qui en 2021, lui a permis de finaliser le manuscrit encore à l'état de brouillon.

Dans les années cinquante, un curé insomniaque déambulait dans sa cure, hanté par ce qu'il avait vécu au camp de Dachau. Corps empilés, morts sous les sévices, le typhus et fosses communes creusées par les prisonniers...

Un cousin alsacien de son père frôlait les murs en pleine ville de Delémont. Le régime de terreur imposé par l'armée française lors de la guerre d'Algérie laissait des traces même parmi ses soldats...

Les images de la guerre du Vietnam circulaient à l'université, les étudiant-es d'alors ne les oublieront jamais. Un prisonnier Viêt-Cong abattu en pleine rue d'une balle dans la tête par un officier de sang-froid, une fillette nue et le corps brûlé fuyant un bombardement au napalm, et 15 millions de tonnes de bombes et d'explosifs déversés par les bombardiers B-52 des Américains...

Le coup d'état d'Augusto Pinochet en 1973 annonçait la fin du gouvernement de Salvador Allende. Suivirent d'autres coups d'état en Amérique du Sud, forçant des milliers de personnes à l'exil.

« L'histoire montre que la torture se pratique partout dans le monde, sans distinction de nation, de culture, de race, ni d'idéologie politique ou religieuse ».

Comme le dit Philippe Frossard, « des circonstances diverses m'ont alors mis en relation personnelle avec plusieurs réfugiés chiliens et uruguayens. » Et survient ce témoignage d'une amie d'origine jurassienne, dont le mari chilien, Hernan Becerra Madrid, décède en 2021. Elle raconte son parcours de torturé, de réfugié à la Chaux-de-fonds, puis son retour au pays natal. Quarante-huit années consacrées à témoigner des souffrances des suppliciés, des violences de la police politique chilienne, à dénoncer l'impunité des tortionnaires, à chercher des appuis pour réhabiliter et dédommager les victimes non exécutées. A la veille de sa mort, il apprendra que



sa plainte civile a abouti pour un dédommagement. Il n'aura pas eu connaissance de la condamnation pénale de ses tortionnaires à dix ans de détention ferme. Cinquante ans après le coup d'état !

« Là où hurlent les suppliciés » (éditions JETS d'Encre), ne prétend pas écrire l'Histoire. Sous la forme de dialogues, il reprend le cours de l'histoire et trace, tout au long des pages, comme un fil rouge qui nous conduit inexorablement à l'actua-

lité dramatique que nous connaissons de nos jours. Partout, et toujours, la torture est l'œuvre du totalitarisme, sous couvert de la raison d'état. *« L'histoire montre que la torture se pratique partout dans le monde, sans distinction de nation, de culture, de race, ni d'idéologie politique ou religieuse ».* Philippe Frossard l'affirme, *« L'Occident porte depuis l'ère des colonisations une lourde responsabilité dans l'organisation de répressions populaires et dans le développement massif de l'usage de la torture... et cela tout particulièrement au XX^e et XXI^e siècle ! »*

Aucune victime du régime de Pinochet n'oubliera ce qu'on lui a fait subir. Cinquante ans après, d'autres victimes croupissent dans des prisons malfamées, insalubres, où résonnent les hurlements des suppliciés. Aucune raison d'état ne justifiera jamais ces pratiques abominables, ni au fin fond de l'Oural, ni dans les cachots israéliens, ni dans les camps de Guantanamo ou les geôles de Pékin. Cette liste noire n'est de loin pas exhaustive !

L'actualité nous le démontre une fois de plus. Les guerres qui embrasent le monde résultent de conflits jamais réglés, de souffrances écrasées par le silence, et certainement des hurlements de suppliciés par des tortionnaires issus de tous les camps.

« Il demeure encore et toujours essentiel de renforcer les mécanismes de protection des droits de l'Homme, de veiller à ce que les auteurs de torture soient poursuivis en justice et de soutenir les victimes dans leur lutte pour la justice et la réparation.

La lutte contre la torture est devenue un devoir moral permanent... pour tous les citoyens de toutes les nations ! »

Barbara Lanthemann

Assurance maladie: le coût d'assommoir

Les primes d'assurance-maladie en Valais vont augmenter en moyenne de 8.6%. Cette augmentation n'est pas prise en compte dans le calcul de l'inflation.

Parmi les éléments que l'OFSP cite comme « responsable » de cette hausse, on peut lire que « les assurés qui ont changé d'assurance de base ou choisi une franchise plus élevée pour réduire la charge des primes ont été plus nombreux que la moyenne habituelle. Par conséquent, l'augmentation des primes 2023 (5.4 % en moyenne) a été moins forte qu'annoncée (6.6 %). Les recettes de primes moins élevées qui en découlent doivent donc être intégrées dans le calcul de l'évolution des primes 2024. »... S'il fallait une preuve que ce système à deux vitesses qui favorise les hauts revenus (franchise plus élevée), ne fonctionne pas, que la soi-disant concurrence entre assureurs ne permet en aucun cas de pondérer les coûts pour les assurés, en voilà une qui cartonne !

Quant à une assurance low-cost comme le préconise l'ultra libéral Nantermod, c'est là un aveu cinglant de l'échec d'une assurance sociale qui se devait d'être solidaire. Les personnes aisées se muniront de complémentaires à gogo pour financer leurs soins, les personnes au profit d'un revenu moyen ou faible se contenteront du minimum.

Le système étant défaillant, les assuré-es se doivent d'agir pour maintenir au mieux un pouvoir d'achat viable. Il est donc absolument nécessaire de changer d'assureur maladie si cela en vaut la peine !

Résilier en courrier A Plus ou par lettre recommandée

L'annonce des primes maladie 2024 peut être l'occasion de changer d'assurance. Le cas échéant, l'OFSP recommande d'adresser sa lettre de résiliation en recommandé ou en courrier A Plus (suivi électronique des envois).

Les caisses maladie ont jusqu'au 31 octobre pour informer les assurés des primes qui les attendent en 2024. Qu'il trouve une prime meilleur marché ou qu'il souhaite simplement changer de caisse maladie, tout assuré est en droit de le faire.

Le délai pour l'annonce du changement est fixé au 30 novembre. L'OFSP conseille dans un fascicule d'effectuer la démarche au plus tard quinze jours avant l'échéance et de s'annoncer dans le même temps auprès de la nouvelle caisse.

Il n'est pas nécessaire d'obtenir une offre de la nouvelle assurance avant de migrer.

L'affiliation à la caisse que l'on quitte ne devient effective qu'au moment où la nouvelle a signifié à l'ancienne que la personne concernée est assurée auprès d'elle sans interruption de sa protection contractuelle.

Attention aux conditions

Une personne assurée ne peut changer de caisse que si elle n'a pas de dettes auprès de celle-ci à la fin de l'année en cours.

En cas de résiliation de l'assurance de base, la caisse maladie n'a pas le droit d'exiger que l'assuré résilie aussi une éventuelle couverture complémentaire qu'il pourrait aussi avoir auprès d'elle.

Pour les complémentaires, les délais de résiliation diffèrent généralement et sont contenus dans les dispositions générales du contrat.

Outil de calcul des primes 2024 Priminfo (admin.ch)



Il est utile de se rendre sur le compte Priminfo de la Confédération suisse pour trouver l'assureur qui offrira la prime la moins élevée selon votre domicile et votre âge.

La franchise

Attention ! Choisir une franchise élevée implique que le montant de cette franchise devra être payé par vos soins. Vous devez dès lors vous assurer de pouvoir vous acquitter d'une facture équivalente à cette franchise. Certes, la prime mensuelle sera moins élevée, mais il faut avant tout songer au coût que cela implique en cas de maladie !

Barbara Lanthemann

Initiative pour un fonds climat

Le Parti socialiste et les Verts ont lancé il y a un an leur initiative pour un fonds climat. Le texte demande à la Confédération de créer un nouveau fonds doté de plusieurs milliards de francs pour soutenir des projets.

L'initiative « Pour une politique énergétique et climatique équitable: investir pour la prospérité, le travail et l'environnement (initiative pour un fonds climat) » a été publiée mardi dans la Feuille fédérale. Elle fait de la protection du climat et de la biodiversité une tâche publique. Le PS et les Verts ont jusqu'au 6 mars 2024 pour réunir les 100'000 signatures.

L'USS est membre des organisations qui soutiennent cette initiative, aux côtés des JSS, des jeunes Verts, de Travail Suisse, de l'initiative des Alpes, habitant durable, Pro Velo et l'association suisse pour la protection du climat.



Renforcer la protection du climat et en même temps produire nous-mêmes une grande partie de notre énergie nécessite de grands investissements publics. Ceci dès à présent ! Nos parents et grands-pa-

rents ont créé l'AVS, fondé les EPF et construit la Nouvelle ligne ferroviaire des Alpes (NLFA). Nous, nous allons rendre la Suisse climatiquement neutre. Grâce au fonds climat, nous isolerons tous nos bâtiments, installerons des chauffages sans énergie fossile, comme des pompes à chaleur, et lancerons une offensive pour l'installation de panneaux solaires. Parallèlement, ce fonds permettra les reconversions professionnelles nécessaires afin que personne ne passe entre les mailles du filet social et afin que nous disposions des spécialistes nécessaires pour la transformation du siècle. Grâce à ce fonds climat, nous faisons un pas pour nous libérer du pétrole et du gaz, qui détruisent notre climat et contribuent à financer les guerres..

Texte de l'initiative

La Constitution est modifiée comme suit :

Art. 103a : Encouragement d'une politique énergétique et climatique socialement équitable

1. La Confédération, les cantons et les communes luttent contre le réchauffement climatique anthropique et ses conséquences sociales, écologiques et économiques conformément aux

accords internationaux sur le climat. Ils veillent à ce que le financement et la mise en œuvre des mesures soient socialement équitables.

2. La Confédération soutient notamment :

- la décarbonation des transports, des bâtiments et de l'économie;
- l'utilisation économe et efficace de l'énergie, la sécurité de l'approvisionnement et le développement des énergies renouvelables;
- les mesures de formation, de formation continue et de reconversion nécessaires, y compris les contributions financières visant à compenser la perte de revenu pendant la période de formation;
- les puits de carbone durables et naturels;
- le renforcement de la biodiversité, en particulier afin de lutter contre les conséquences du réchauffement climatique.

3. La Confédération dispose d'un fonds d'investissement pour financer ses propres projets et pour contribuer financièrement aux projets des cantons, des communes et de tiers. Le fonds ou des tiers mandatés par la Confédération peuvent également accorder des crédits, des garanties et des cautionnements.

4. La loi règle les modalités.

Art. 197, ch. 152

15. Disposition transitoire ad art. 103a (Encouragement d'une politique énergétique et climatique socialement équitable)

La Confédération alimente chaque année jusqu'en 2050 le fonds visé à l'art. 103a, al. 3, au plus tard à partir de la troisième année suivant l'acceptation dudit article par le peuple et les cantons, d'un montant équivalant au minimum à 0,5 % et au maximum à 1 % du produit intérieur brut. Ce montant n'est pas comptabilisé dans le plafond des dépenses totales qui doivent être approuvées dans le budget au sens de l'art. 126, al. 2. Il peut être réduit de manière appropriée si la Suisse a atteint ses objectifs climatiques nationaux et internationaux.

Signez l'initiative: <https://fonds-climat.ch/>

SEV: le syndicat du personnel du transport

Durant une grande partie de ma vie j'ai travaillé dans le privé et le mot « syndicat » était plutôt un synonyme d'un groupe d'hommes qui se réunissaient, buvaient et puis faisaient la grève. En soi, une image pas très louable et je suis sûre que je n'étais pas la seule à avoir une telle image.

En 2014 j'ai commencé ma formation comme pilote de locomotives aux CFF et je suis entrée dans un monde dans lequel régnait l'égalité salariale et bien d'autres avantages grâce à une convention collective du travail que le SEV avait négociée avec les CFF il y a plus de 20 ans.



Gewerkschaft des Verkehrspersonals
Syndicat du personnel des transports
Sindacato del personale dei trasporti

Ainsi la première pierre avait été posée pour une excellente CCT modèle pour les compagnies de transport. Mais comme la CCT n'est pas gravée dans la pierre, il faut la renégocier après le délai contractuel ou à la suite d'une résiliation de l'une des parties.

Quelques années après mon entrée aux CFF, la pénurie du personnel des locomotives s'est fait sentir et les conditions de travail ont commencé à se dégrader. L'employeur est allé à la limite de la légalité pour pouvoir faire rouler tous les trains et pratiquement au même rythme. L'ancien CEO a fait savoir qu'il voulait faire rouler les trains sans conducteurs. C'est à ce moment-là que je me suis rendu compte qu'il fallait agir et je me suis engagée activement au syndicat.

Mon engagement a commencé dans la sous-fédération du SEV du personnel des locomotives, dans le comité de la section de ma région. Ensuite j'ai été élue comme représentante des femmes pilotes de locomotives au niveau Suisse et représentante des pilotes de locomotives suisses au

niveau européen. En 2019, j'ai été élue présidente de la LPV-SEV, ce qui me permet d'être membre du comité du SEV qui s'occupe de la direction stratégique du syndicat. A côté de ces fonctions, j'exerce toujours mon travail de rêve: pilote de locomotives.

Ce qui rend le SEV si spécial, c'est notre démocratie de base. Toutes les décisions sont prises par les membres, par les personnes du terrain. Ce sont eux et elles qui connaissent et vivent les problèmes au quotidien. Ensuite nous avons les professionnels du SEV qui conduisent les affaires courantes et qui exécutent les décisions des organes du syndicat.



En résumé, il s'agit d'une organisation démocratique qui fonctionne car les personnes qui y travaillent font toutes leurs actions avec enthousiasme puisque c'est pour le bien de toutes et tous. Si les conditions cadres pour les employés-es sont correctes, les personnes travaillent bien et les employeurs en tirent profit et en conséquence, l'entreprise fleurit.

Cela me fait penser aux élections actuelles. Combien des personnes élues effectueront leur travail à Berne avec enthousiasme et passion et mèneront leurs promesses à terme pour leurs électeurs et électrices? Et combien iront à Berne pour faire plaisir à leur égo et profiter de leur nouveau statut?

Hanny Weissmüller,
pilote de locomotives,
présidente du syndicat du personnel
de locomotives LPV-SEV



La Parole aux syndicats

Le Dico romand

Coutzet :

extimité supérieure, butte.

Depuis le fin coutzet des chars de regain, on voyait sept lacs.

Le bilan des militant·es

Coralie Pennarun a « coaché » plus d'une vingtaine de soirées auprès des bénévoles. Les actions téléphoniques se sont déroulées dans différents endroits, entre Monthey et Sierre, durant toute la campagne des élections fédérales.

Dimanche soir 15 octobre, après une longue et intense campagne de terrain, de mobilisation, Coralie nous livre ces quelques lignes :

« A l'heure où j'écris ces lignes, nous avons atteint environ 900 personnes. Le constat au niveau national est qu'il est plus difficile d'atteindre les gens qui souvent ne répondent plus à des numéros de téléphones qui leur sont inconnus. C'est peut-être dû une trop forte augmentation du démarchage téléphonique qui amène une lassitude au sein de la population.

La mobilisation en Valais a été forte et les retours de Berne sont très positifs sur cette première expérience menée de cette manière. Campagne de rencontre en face à face avec des personnalités et des candidat·es au sein du parti, puis organisation d'apéros politiques pour lancer la campagne avant l'été, qui amèneront ensuite une première salve de militant·es prêts à s'engager pour les appels à tous les membres.

Dans l'ensemble la première phase d'appels téléphoniques est plutôt positive pour nous au sein de la campagne, nous nous sommes adaptés au paysage politique et militant en Valais en profi-



Sérieux et assidu, **Justin Murisier** n'a eu de cesse de rappeler aux personnes appelées l'engagement du PS pour les causes qui les préoccupent le plus, les primes d'assurance maladie et le pouvoir d'achat !

tant de l'occasion pour mobiliser des membres pour les candidat·es et les sections afin d'occuper un maximum le terrain. Que ce soit au sein des membres plus âgés qui apportent leur sou-



Doris Mudry, fidèle militante à l'œuvre lors d'une action téléphonique. Le plaisir de dialoguer et échanger avec les sympathisant·es de l'autre côté du fil. « Le 2^e siège du PS ? J'y crois de plus en plus ! »



Militante assidue, infatigable, **Rose-May Clivaz** a participé aux six actions téléphoniques organisées à Sierre ! A elle seule, elle comptabilise près de cent conversations ! Objectif ? Deux sièges au national !

tien par des dons, des paroles réconfortantes ou même leur présence aux événements, ou encore dans les tranches d'âges des actifs, des étudiant-es ou des apprentis.

A titre personnel, je me souviendrai des militant-es engagés, avec des valeurs profondément respectables et une énergie très motivante dans ce rôle qui semblait pour certains être lassant car nécessitant une grande capacité à rassembler les troupes. Les appels aux membres mais également à la population sympathisante du Parti ont été de mon côté un succès, et j'espère sincèrement que chemin faisant, d'autres membres

verront une réelle utilité à être présents auprès des citoyen·nes d'une manière un peu différente des actions de rue.

A l'heure où j'écris ces lignes, nous sommes à une semaine des élections fédérales, et il nous reste encore du temps pour discuter avec nos concitoyen·nes et les sensibiliser à l'importance de leur choix et de leur vote.

Car c'était notre objectif premier, faire baisser l'absentéisme et voir en ces élections un moyen de donner leur soutien à des candidat-es souhaitant représenter et soutenir leur quotidien.»

Ecosocialisme ou barbarie

Les forêts brûlent, les océans se vident et les ultrariches se remplissent grassement les poches de l'argent des travailleur·euses.

Le plastique est omniprésent dans notre quotidien que ce soit dans les eaux, les sols ou notre alimentation. Il y a non seulement des continents de plastiques bien visibles, mais aussi le plastique qu'on ne voit pas à l'œil nu comme dans notre sang. Nous avons véritablement empoisonné la planète.

Le système capitaliste est responsable de cette destruction progressive du monde. Nous devons le surpasser et changer nos modes de productions et de redistribution des richesses avant qu'il soit trop tard. Si nous continuons dans cette direction, des crises environnementales d'ampleur mondiale frapperont et entraîneront inévitablement des crises sociales: migration, paupérisation, famine. Les crises feront naître des guerres. En réadaptant l'expression de Rosa Luxembour, militante et théoricienne marxiste, nous sommes dans un moment crucial avec deux issues possibles: l'écosocialisme, qui est une conciliation entre les théories socialistes et les revendications écologiques, ou la barbarie. Choisissons de changer notre système économique et social avant qu'il ne soit trop tard.

Pour résoudre ces crises présentes et à venir, il n'y a pas de solution miraculeuse. Il faut développer un programme dont les mots d'ordre doivent être la décroissance et la justice sociale. Celui-ci nécessitera des ressources: prenons-les chez les principaux coupables de notre situation: les ultras riches! Ce sont eux qui détruisent notre environ-

nement par leurs décisions politiques et économiques, tout en s'accaparant l'argent qui pourrait être utilisé afin de nous sauver.

Exproprions les riches! Réclamons la nationalisation des grandes entreprises qui polluent et exploitent les pays en voie de développement comme Nestlé qui privatise les eaux ou Glencore



qui corrompt des pays pour faire travailler des enfants dans leurs mines. Avec l'exploitation croissante de la planète par notre société industrielle, nombre de matières premières deviendront rares dans un contexte de crises mondiales et globales. Cela, dans un monde capitaliste, ne peut mener qu'à des guerres impérialistes si nous ne changeons pas le système.

Il est donc temps de choisir l'écosocialisme.

Julien Berthod



Oui

Je m'abonne
au **Peuple.VS**

A renvoyer à

Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2
1950 Sion

Abonnement annuel : Fr. 95.-

Abonnement de soutien : Fr. 130.-

Abonnement membres JSVr : Fr. 50.-

ou directement sur le site:
www.lepeuplevs.ch

Nom / Prénom

Adresse

NP / Localité

Téléphone / Mobile

Courriel



23 octobre
19 h 00
Conseil de parti

9 décembre
14 h 30
Congrès du PSVR



Parti socialiste
du Valais romand

Le peuple.vs est produit par une rédaction composée de militant-e-s. La rédaction est ouverte à chaque membre du PSVR. Nous accueillons volontiers vos textes à l'adresse: redaction@le-peuplevs.ch (max. 1700 caractères).

Impressum

Le vengeur masqué



C'est évidemment par pure amitié que le group Philipp Morris a versé, pour cette campagne aux élections fédérales, la somme de Fr. 35'000.- chacun au PLR et à l'UDC.

Et c'est la bouche en cœur que le vice-président du PLR, Philippe Nantermod, affirme droit dans les yeux que les petits sous n'ont pas la moindre incidence sur sa ligne politique.

C'est aussi par pure amitié que Martin Kuonen, secrétaire général de l'association des trois cigarettiers Philipp Morris, BAT et Japan Tobacco, a reçu une accréditation au Parlement fédéral, sur invitation de son pote Philippe Nantermod.

C'est sûrement par amitié que l'on n'a pas vu ni entendu le petit Philippe s'exciter sur les plateaux TV ou les ondes radio quand BAT a fermé ses portes à Boncourt et laissé 220 employés sur le carreau.

Allez, on s'en grille une ?

Mensuel
12^e année

Site internet : www.lepeuplevs.ch

Rédaction : Barbara Lanthemann
redaction@le-peuplevs.ch

Abonnement : annuel CHF 95.-
de soutien CHF 130.-
supplémentaire CHF 5.-
membres JSVr CHF 50.-
abonnement@le-peuplevs.ch

Tarifs de publicité : CHF 200.- (1/8 page)
CHF 400.- (1/4 page)
CHF 800.- (1/2 page)
CHF 1600.- (page complète)

Administration et publicité : Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2 - 1950 Sion
079 443 76 41
publicite@le-peuplevs.ch

Maquette : Stampo SA - Romaine Zufferey

Parution : 11 numéros par année